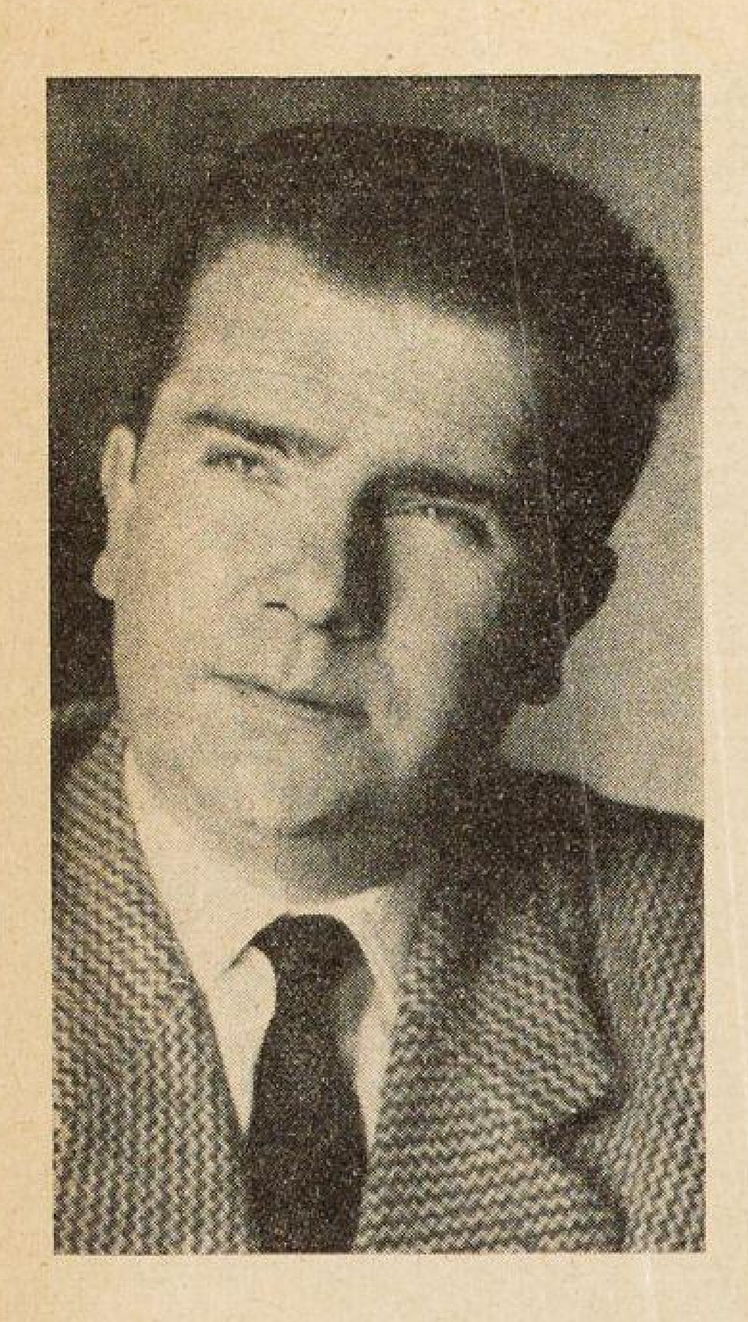


ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1958

# Raymond THÉVENIN

Licencié ès-lettres, diplômé d'Etudes supérieures

**REDACTEUR EN CHEF DE LA TRIBUNE POLITIQUE DE LA RADIODIFFUSION-TELEVISION FRANÇAISE**

ANCIEN COMBATTANT
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

***UNION DES REPUBLICAINS DE GAUCHE***

CANDIDAT SUPPLEANT : PIERRE GRUET
AGENT COMMERCIAL (INDUSTRIES CHIMIQUES)

Au printemps dernier, et avant même le 13 mai, le pouvoir politique en France était paralysé. Les hommes de gouvernement, victimes des institutions, n'avaient plus à leur portée ni les décisions capitales de la **politique étrangère**, ni les actes législatifs indispensables à la **vie quotidienne** du pays, ni les grandes options **économiques ou financières** :

## POURQUOI ?

- Parce que l'Assemblée nationale n'avait pas su réformer les institutions.
- Parce que les hommes n'avaient pas su se dégager des intrigues de couloir pour se hausser au niveau des grands intérêts nationaux.

## AU LENDEMAIN DU 13 MAI, L'IMPASSE ETAIT TOTALE :

- **Le monde ouvrier** voyait s'amenuiser dangereusement son standing de vie,
- **Commerçants, industriels, paysans,** considéraient, affolés, nos finances et notre économie menacées par les vagues impitoyables de la faillite.
- **L'armée,** elle-même, avait, en Algérie, perdu confiance dans le pouvoir républicain.

## APRES LA GRAVE CRISE DU 13 MAI, LE GENERAL DE GAULLE, APPELE PAR L'OPINION NATIONALE DUT, EN QUELQUES SEMAINES :

- rassurer ceux qui combattent.
- redonner l'espoir à ceux qui travaillent.
- recréer la confiance dans la France au dedans et au dehors.

Le 28 septembre, le référendum a montré clairement le sens de la réponse populaire au chef du gouvernement.

## ET DEMAIN ?

La réforme des institutions a créé les moyens d'une politique.

Les élections du 23 novembre doivent susciter **la volonté commune** de les mettre au service de la renaissance française.

***Cette grave crise politique nous a fait perdre le goût des programmes inconsidérés et des vaines promesses. Nous limiterons nos ambitions à un plan de travail concret et précis pour une législature.***

- Le général de Gaulle a créé les conditions nécessaires du rétablissement de la paix en Algérie. L'offre a été faite au F.L.N. d'un cessez-le-feu et d'une communauté politiquement et économiquement solide. Cette offre sera **fatalement** acceptée à plus ou moins longue échéance et rien d'autre n'est possible dans l'intérêt de l'Algérie et dans l'intérêt de la France.
- Dans le cadre de ses alliances traditionnelles, **et sans en renier aucune,** notre pays doit retrouver le prestige que nos palinodies internes nous avaient fait perdre.
- La communauté franco-africaine dont chacun peut aujourd'hui saisir la puissante réalité, donnera au monde la mesure de la vitalité nationale.
- Grâce à cet ensemble, la France entrera dans la communauté européenne avec des atouts qui lui permettront d'accepter la concurrence que va lui imposer très prochainement l'ouverture du Marché commun. Sans vouloir renier la construction européenne, **nous veillerons** à ce que les clauses économiques d'un traité — peut-être imprudemment négocié — n'exercent pas une influence néfaste sur nos finances et **notre niveau** de vie.
- En matière économique et financière, notre doctrine repose tout entière sur la volonté inébranlable de **défendre la monnaie française par la stabilité des prix.** Ses moyens sont précis :
  - — rétablir et sauvegarder l'équilibre budgétaire sans chercher à compenser des dépenses souvent injustifiées par l'augmentation des gauloises ou de l'essence.
  - — mettre en chantier une réforme fiscale équitable où l'esprit de production ne sera pas pénalisé.
  - — maintenir les **seuls investissements productifs** industriels, **animer les courants commerciaux.**
- Sur le **plan social,** le niveau de vie des Français peut être amélioré : des mesures économiques et financières appropriées ayant permis d'écarter toute récession, il conviendrait :
  - — d'établir un plan **réaliste** de construction de logements et d'aménagement du territoire.
  - — d'améliorer le fonctionnement de la Sécurité sociale en se proposant d'en maintenir les avantages et même d'augmenter les allocations familiales et les prestations aux vieillards.
  - — d'assurer l'avenir intellectuel et spirituel de la nation en donnant au problème scolaire des solutions libérales et concrètes ; recrutement des maîtres, construction des écoles, équipement de la recherche scientifique.

**Un engagement électoral ne peut qu'effleurer les questions. Notre but serait atteint, si celui-ci pouvait convaincre :**

**Les électeurs du 8e arrondissement, que ce qui compte POUR L'EFFICACITE D'UNE POLITIQUE, c'est moins la multiplicité de ses objectifs que la hiérarchie de ceux-ci, le choix entre des mesures pressantes.**

**On ne peut pas tout faire à la fois. Il faut faire d'abord ce qui est LE PLUS URGENT. C'est ainsi que l'on agit dans la vie privée. Les affaires publiques gagneraient à être gérées de cette manière.**

# EN CONCLUSION

## POUR AGIR, UN PAYS A BESOIN :

- d'un exécutif fort et efficace.
- d'un corps législatif où, en face d'une opposition nettement exprimée, **la majorité** légifère dans l'ordre et la clarté.
- d'un Parlement qui aide le gouvernement au lieu de le harceler et de le renverser.
- d'un pouvoir judiciaire indépendant.

## LE REFERENDUM NOUS A FOURNI CES INSTRUMENTS. RESTENT LES HOMMES :

Ils ne sont ni infaillibles, ni toujours héroïques. Ce que nous souhaitons, c'est que la nouvelle Constitution leur permette :

- **de travailler efficacement**
- **de travailler librement**
- **de travailler avec foi**
  pour la Ve République.

Le candidat qui se présente à vos suffrages n'a pas, lui, d'autre désir.

**Raymond THEVENIN.**

IMP. VIROL, COLOMBES